

AUX ORIGINES DU CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT. QUAND L'IRRIGATION DEVIENT ENJEU DE RÉFORME AGRICOLE : NOUVELLE MISE EN ORDRE DU PAYSAGE RURAL MAROCAIN DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Mina KLEICHE

Dans l'histoire de la colonisation, la connaissance scientifique est souvent considérée uniquement dans son aspect complémentaire aux politiques entreprises par la puissance dominatrice. Or si on s'intéresse au développement des sciences et des techniques, il apparaît que les zones géographiques ayant fait partie de l'Empire colonial français ont aussi été des lieux d'expérimentation de théories scientifiques apparues en métropole. Ainsi, par exemple, au Maroc, durant la période de l'entre-deux-guerres, les agronomes coloniaux ont introduit un nouveau mode de production agricole basé sur l'irrigation. La construction de grands ouvrages hydrauliques - les barrages de retenues d'eau -, a été l'occasion pour les agronomes coloniaux de modifier le paysage rural marocain dans son ensemble.

En effet, une succession de contingences historiques (effets de la crise de 1929 sur la production coloniale, nécessité pour la France d'étendre son autorité sur tout le territoire du Maroc, de s'associer la population " indigène " pour lutter contre la montée des mouvements nationalistes) amène la Résidence générale à faire appel aux agronomes pour " moderniser " l'agriculture des colons et des "indigènes". Les agronomes coloniaux sont alors les principaux initiateurs et organisateurs de ce projet qui aboutit à une réforme sociale d'ensemble du monde rural au Maroc. Depuis cette époque, l'irrigation " moderne " est restée au centre des débats sur le développement agricole au Maroc.

Le but ici est de suivre l'origine et la mise en place de ces expériences de distribution d'eau dans la campagne marocaine dans le contexte du Protectorat dans l'entre-deux-guerres. Les sources historiques sont principalement les productions écrites des administrateurs coloniaux⁽¹⁾, principalement les ingénieurs agronomes,

(1) Il s'agit pour l'essentiel de l'analyse de *La Terre Marocaine* (supplément de *La Vie Marocaine Illustrée*), mensuel créé en 1931 par la Chambre d'Agriculture de Rabat, puis bimensuel à partir d'octobre 1932 ; elle était distribuée gratuitement à tous les colons ; cette revue paraîtra jusqu'en 1956 ; c'est un véritable organe de propagande de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Elle fut le lieu d'expression des ingénieurs agronomes engagés dans la diversification agricole mise en oeuvre au Maroc pour pallier les désastres de la crise de 1929. Dès les premiers numéros, elle met en avant la question de l'irrigation à travers l'arboriculture fruitière, présentée comme nécessaire à l'extension d'une production agricole moderne dans tout le Maroc.

comme acteurs principaux de la mise en place de cette réforme de l'exploitation traditionnelle des terres marocaines. Elles sont, d'une part, analysées comme des observations rendant compte des faits. D'autre part, elles constituent bien souvent le témoignage unique sur les pratiques sociales et culturelles de ce groupe social. Elles permettent ainsi une observation, certes indirecte puisque s'agissant d'actions se déroulant dans le passé, et la seule possibilité pour en rendre compte a été de s'en remettre aux témoignages des acteurs comme discours de narration d'une réalité mais non comme *la réalité*. La méthode renvoie à la fois à une sociologie historique de la science et, en quelque manière, à une tentative d'anthropologie des savants. En effet, tout en s'intéressant au contexte social de construction de la science, cette méthode met en avant les pratiques, les comportements et les actions des chercheurs pour expliquer l'élaboration des savoirs scientifiques⁽²⁾.

Evoquons d'abord deux données majeures : la politique céréalière de la première décennie du protectorat s'écroule dans le contexte de la crise économique de 1929 ; la colonisation agricole coloniale, cantonnée pour l'essentiel dans les plaines de l'Atlantique (plaines du Gharb), marque l'échec de l'autorité française dans les régions intérieures du Maroc jusqu'au début des années 1930. Les agronomes coloniaux, notamment ceux du génie rural, présentent alors au gouvernement la grande irrigation, comme la solution pour sauver les colons en faillite et rendre possible l'extension de la colonisation dans tout le Maroc.

La modernisation de l'agriculture devra, dès lors, s'appuyer sur des cultures à haute valeur spéculative. Pour les colons, les agronomes proposent la rénovation de l'agrumiculture traditionnelle par transfert d'une technologie à haut investissement financier depuis une ancienne colonie, la Californie. Pour les " indigènes ", les agronomes introduisent une variété nouvelle de coton qui a déjà fait ses preuves chez la puissance dominatrice concurrente : l'exploitation du coton à longue fibre en Egypte par les Britanniques⁽³⁾.

Mais dans les deux cas, l'introduction d'une irrigation à partir de gros ouvrages hydrauliques signifie la mise en place d'un nouveau mode de production chez les praticiens de l'agriculture marocaine. Les agronomes réalisent là leur

(2) Voir notamment Bruno Latour et Steve Woolgar., *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, La découverte, 1988. Les principales idées de ce nouveau courant historiographique en histoire des sciences sont présentées de façon synthétique par Dominique Pestre dans deux articles : " Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions. Nouveaux objets. Nouvelles pratiques ", in *Les Annales. Histories. Sciences Sociales*, 50, 1995, p.487-522 et " Les Sciences et l'histoire aujourd'hui (p.53-68) et Science des philosophes et sciences des historiens ", in *Le débat*, nov.-déc. 1998, n° 102, p. 99-106.

(3) Depuis le début du siècle, le lobby colonial français tente d'installer la culture cotonnière en Afrique pour rendre l'industrie textile métropolitaine indépendante des Etats-Unis. Le problème d'arrivée du coton américain pendant la première Guerre Mondiale avait renforcé, dans les milieux coloniaux, l'idée de créer des capacités de production cotonnière dans les colonies, voir Mina Kleiche, *La professionnalisation des agronomes coloniaux(1902-1939)*, thèse de doctorat, Paris VII, 1998, Partie III.

propre projet de réforme, en l'occurrence le passage d'un mode de production agricole extensif à un mode de production agricole intensif. La mise en œuvre de ce projet marque l'entrée des terres marocaines dans un processus d'exploitation rationnel et scientifique, durant cette période de l'entre-deux-guerres et peut être considérée, à cet égard, comme les prémices des politiques de développement⁽⁴⁾ du Maroc indépendant.

Cette affirmation permet de remettre en cause deux lieux communs largement admis dans les milieux de la recherche en sciences humaines et sociales. Tout d'abord de nombreux historiens ont soutenu que le protectorat a légitimé son intervention au nom de la réforme, mais qu'en réalité les politiques mises en œuvre ont eu tendance à figer le Makhzen en même temps que les valeurs et les hiérarchies de la société traditionnelle⁽⁵⁾. Or il semble que l'administration coloniale, en faisant appel à un groupe d'experts techniques, les ingénieurs, et notamment les agronomes, a par cette action totalement transformé par " flots " le paysage rural, de façon différente suivant les régions, aussi bien d'un point de vue des systèmes de production que de la production elle-même. Ce qui nous justifie à avancer que, dans ce cas, la notion de réforme est opératoire : les expériences de mise en place de grands latifundia industriels pour l'arboriculture fruitière et l'installation de l'Office de l'Irrigation des Beni Amir dans le Tadla ne sont-elles pas ce qui a préparé la formation de générations d'agronomes coloniaux puis nationaux au concept même de développement ? Ce sont effectivement, ces professionnels du développement rural qui engageront la construction de l'Etat développementaliste au lendemain de l'indépendance.

Deuxièmement la notion de réforme, d'abord associée au politique, est souvent analysée à travers sa dimension sociale. Dans le cas étudié ici, cette visée de réforme est interrogée à travers ce secteur particulier du champ social qu'est le monde rural, dans ses interactions avec le champ scientifique de l'agronomie, au moment où le gouvernement de la Résidence au Maroc, se pose, pour des questions politiques, la question de la diversification de l'agriculture coloniale et la " modernisation " de l'agriculture traditionnelle.

La présente étude n'est donc pas une analyse de l'apport de l'agronomie française, en tant qu'ensemble de pratiques (sociales et culturelles) à

(4) Le concept de développement doit être compris ici comme un ensemble de discours et d'actions ayant pour objet les sociétés du Sud, tel qu'il apparaît dans les années 1960 ; voir Jean-Pierre Chauveau : " Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement ", in J.-P. Jacob et P. Lavigne Delville, (éds), *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Paris, Karthala, 1994.

(5) Voir, entre autres, Charles-André Julien, *Le Maroc face aux impérialismes. 1415-1956*, Paris, éd. Jeune Afrique, 1978 ; Abdallah Laroui, *Les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain*, Paris, Maspero, 1976 ; Daniel Rivet, *Lyautey et l'institution du Protectorat français au Maroc, 1912-1925*, Paris, L'Harmattan, 1988, 3 vol., et *Le Maroc de Lyautey à Mohamed V : le double visage du Protectorat*, Paris, Denoël, 1999.

l'accroissement de la production agricole, à l'agriculture marocaine et au milieu rural en général. Elle tente plutôt de caractériser les niveaux d'interactions entre les objectifs politiques, les volontés sociales, les moyens mis en œuvre par la Résidence, d'une part, et, de l'autre, les objectifs et les pratiques d'un groupe d'acteurs sociaux particulier, celui des agronomes coloniaux. Plus précisément, il s'agira de situer la place des agronomes coloniaux dans l'entreprise de réforme de la société rurale traditionnelle marocaine engagée après la crise de 1929, à la fois comme acteurs et producteurs de réforme.

Traiter ces points implique de bien resituer la place de la technique dans l'entreprise coloniale au Maroc dans le contexte de l'Empire colonial français et plus globalement dans celui de la métropole. Ainsi à l'époque du Protectorat, au nom de la " mission civilisatrice ", la Résidence générale a mandaté un groupe particulier, les ingénieurs agronomes, pour " moderniser " la production agricole au Maroc. Cela s'est traduit, dès le lendemain de la première guerre mondiale, par un processus d'institutionnalisation engagé dans le cadre de structures telles que la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, le Service d'Expérimentation agricole, le Service du Génie rural, qui avaient en commun d'inciter les colons à se lancer dans la production céréalière et d'attirer des groupes financiers. La crise de 1929 a été un frein à l'expansion d'une colonisation agricole axée sur la production de céréales et catalyse la mise en place de projets de développement de l'agriculture coloniale et de l'agriculture traditionnelle grâce à l'introduction de l'irrigation. De technique complémentaire aux projets politiques de colonisation de la résidence, la pratique des agronomes du service des Cadres Chérifiens devient rectrice, moteur de cette nouvelle orientation dans l'exploitation des terres marocaines.

Cette entreprise découle d'une visée à l'œuvre dans tout l'Empire depuis la première guerre mondiale et d'inspiration métropolitaine. En effet, la politique de " mise en valeur " coloniale prônée par le ministre des Colonies Albert Sarraut avait, depuis la fin du conflit, pris le contre-pied de l'exploitation autoritaire et destructrice de ressources prônées par le " Pacte colonial " en promouvant " l'accroissement économique et le développement humain ", ce qui s'est notamment traduit, au Maroc, par la création des Sociétés indigènes de Prévoyance, dès 1917, qui s'occupaient essentiellement de la distribution de semences sélectionnées (notamment blé dur et blé tendre) aux populations. Durant l'entre-deux-guerres, experts et administrateurs coloniaux formalisent, une théorie cohérente de la politique agricole fondée sur la prise en compte du " paysan " et l'inexistence de toute alternative à la promotion de la " voie paysanne " pour développer l'agriculture. En qualifiant l'indigène par sa profession, le nouveau courant de pensée l'universalise et l'intègre dans une entreprise qui se veut explicitement rationnelle et scientifique.

Par ailleurs, les nouveaux " professionnels " du développement rural colonial s'inspirent également des moyens mis en œuvre dans le secteur métropolitain, où

ils ont été formés. Les administrateurs civils, politiques et techniciens, reproduisent le modèle métropolitain du " Pacte social " mis en œuvre par la III^e République. Pour des raisons autant politiques qu'économiques, l'Etat cherche à s'assurer le soutien des couches paysannes (jusque-là sous l'influence de l'aristocratie terrienne et de l'Eglise) en contrepartie d'une protection économique, d'une aide à l'organisation et d'un contrôle prudent de la modernisation. La politique du paysannat prônée dans tout l'Empire est largement analogue à la politique de maintenance du ministre Méline en France. L'organisation agricole créée en 1919 pour les agriculteurs métropolitains (offices, vulgarisation, coopératives, syndicats, mutuelles)⁽⁶⁾ inspire clairement les programmes de la Direction de l'Agriculture coloniale.

Plus tard, les politiques interventionnistes mises en œuvre lors de la crise des années 1930 en métropole sont une source d'inspiration pour la Résidence. Après 1936, le gouvernement du Front populaire prolonge cette conception d'une économie dirigée d'intérêt général aux colonies, associée à un grand programme coopératif consacrant l'agrarianisme des administrateurs coloniaux⁽⁷⁾. Après la signature de l'armistice, le retour à la terre, prôné par la politique du gouvernement de Vichy, consacra ce concept par la création d'institutions étatiques : au Maroc, la création de l'Office de l'Irrigation des Beni 'Amir dans le Tadla, en 1941, en fut la première expression.

Le Maroc, une Californie potentielle

Dans le projet d'introduction de l'agrumiculture moderne, et plus généralement de la grande irrigation au Maroc, l'appel à la science s'inscrit dans une politique volontariste de la Résidence générale. Le Maroc, avant tout colonie de peuplement, avait échappé au grand projet de " mise en valeur " prôné par Albert Sarraut⁽⁸⁾ pour l'Empire après la première guerre mondiale. Aussi l'instrumentation de la science au service du projet colonial dans le cas de l'introduction de l'irrigation au Maroc, lia davantage horticulteurs, agronomes, botanistes, géologues au projet de colonisation. Ainsi au moment où la Résidence Générale lance la politique d'exploitation des agrumes manifestée principalement, par la création du *Comité des Cultures Complémentaires en 1931 et de l'Office Chérifien d'Exploitation* en 1932, les agronomes sont appelés à rendre compte des résultats obtenus dans les Jardins d'Essais et stations expérimentales qu'il s'agit de mettre au service d'une exploitation directe, sinon déjà de la formulation d'une politique économique et sociale à destination du monde rural.

(6) Pour une monographie du monde paysan français, voir Annie Moulin, *Les Paysans dans la société française de la Révolution à nos jours*, Paris, Seuil, 1988, et plus généralement, Georges Duby et Armand Wallon, *Histoire de la France rurale*, T.3 et T.4, Paris, Seuil, 1976.

(7) Voir Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, La Table Ronde, Le livre de poche, 1972.

(8) Albert Sarraut, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot, 1923

En fait, les agronomes n'ont joué qu'un rôle mineur dans l'installation de la colonisation agricole française au Maroc des années 1920. Durant cette période, la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation créée en 1914, est le fief des colons. Lyautey y avait organisé un " Comité de Colonisation "⁽⁹⁾ où ce sont d'abord les gros colons qui occupent le devant de la scène. De plus, il mit à la tête de cette direction Malet qui, ingénieur agricole de son état, arrive au Maroc après une expérience de colon en Algérie et en Tunisie.

D'une part, les agronomes au service de l'administration sont cantonnés dans les premiers jardins d'Essais et stations expérimentales mises en place au moment et au lendemain de la première guerre mondiale⁽¹⁰⁾, avec des missions de contrôle⁽¹¹⁾ et d'inspection agricole.

De l'autre, l'Institut scientifique chérifien, créé en 1914, n'est pas autre chose qu'une succursale du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris. Botanistes et géologues explorent, dans la grande tradition de la systématique, le nouveau territoire conquis, ordonnent dans de grands mémoires les espèces végétales sans faire de lien avec les préoccupations de la Direction de l'Agriculture créée à la même époque à Rabat. En 1922, Trabut, botaniste français travaillant en Algérie, relève, dans une monographie sur l'arboriculture fruitière en Afrique du Nord⁽¹²⁾, cette déconnexion, notamment dans le cas du *Citrus* (dont l'oranger) : en classant les espèces du *Citrus* présentes au Maroc, les botanistes français ne font aucun cas des espèces utiles. Ce point est important, car il montre la différence fondamentale entre la recherche scientifique française et la recherche scientifique américaine. Aux Etats-Unis, les chercheurs impliqués dans le programme de l'introduction du *Citrus* ont laissé de côté les innombrables formes sans valeur et ont fait un inventaire complet de toutes les variétés cultivables pour la valeur économique de leur fruit. Ils ont ainsi procédé à des semis méthodiques et créé des variétés répondant à la fois aux exigences du sol, du climat, du commerce et même au goût des consommateurs.

A l'installation du Protectorat, le travail d'expérimentation des premiers jardins d'essais de Rabat et de Marrakech consiste, pour l'essentiel, à tenter d'acclimater certaines espèces fruitières exotiques.

(9) Le Comité de Colonisation est créé par arrêté résidentiel le 09/11/1916, présidé par le délégué à la Résidence générale et composé des principaux directeurs généraux et chefs de service de l'administration (agriculture, finances, travaux publics, habous etc.). A partir de 1929, s'y ajouteront les délégués des chambres consultatives d'agriculture.

(10) En 1915 furent d'abord créés les Jardins d'Essais de Rabat et de Marrakech pour l'acclimatation des essences fruitières (agrumes, vignes, olivier.), une station horticole est ouverte à Meknès, puis une ferme expérimentale à Fès en 1916 ; toutes ces structures dépendent alors de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation qui devient en 1919, la Direction de l'Agriculture et des Forêts.

(11) Ils avaient notamment pour rôle de récolter le *tertib*, impôt agricole.

(12) Léon Trabut, *L'Arboriculture Fruitière dans l'Afrique du Nord*, Alger, Impr. Algérienne, 1921.

Après la guerre, la forte demande de la métropole orientera ces travaux essentiellement vers les céréales. La figure principale de cette première période d'expérimentation coloniale au Maroc est Emile Miège, ingénieur agricole, diplômé de l'école de Grignon, qui avait créé en 1919, le Centre expérimental agricole dont la première tâche fut de sélectionner les variétés de blés susceptibles de faciliter l'installation des premiers colons. Il transforma en 1924, le Centre expérimental agricole en Station de sélection et d'essai des semences. Partisan de la grande céréaliculture, Emile Miège proposa comme solution à la crise de 1929, d'engager des expériences de sélection visant à perfectionner les caractères des blés tendres susceptibles de remplacer ceux importés de l'étranger par la métropole, à l'instar de ce que faisait Félicien Bœuf en Tunisie.

Quand éclate la crise de 1929 et que commencent à apparaître les projets de diversification des cultures, Emile Miège, n'entendant pas se laisser déposséder de son contrôle du champ de l'expérimentation agricole, transforme la station en Centre de Recherche Agronomique, en 1931, dans le but de centraliser toutes les recherches liées à l'agriculture pratiquée au Maroc. Pour lui, la question de l'irrigation se pose seulement comme élément complémentaire visant à préserver les cultures de la sécheresse par l'édification de barrages. En pleine crise, il obtint l'agrandissement de ses locaux et l'installation d'un laboratoire dernier cri pour l'étude des diverses variétés de blé. Il considère qu'après une première étape marquée par l'identification de variétés de céréales productives et de haute valeur boulangère, d'espèces fourragères résistantes à la sécheresse, arbres fruitiers susceptibles de prospérer dans les diverses régions du pays, de certaines plantes industrielles (coton, betteraves, plantes à parfum) en même temps que des procédés cultureux (époques, modes et densités de semis, fumure) adaptés aux conditions marocaines, il faut maintenant passer à une seconde étape consacrée à l'étude des facteurs essentiels de la production agricole : les assolements et les diverses modifications mécaniques, physiques, chimiques et biologiques qu'il est possible d'apporter au sol⁽¹³⁾.

Or bien avant la crise, il existait parmi les colons tout un courant convaincu que la production de l'Empire devait être complémentaire à la production agricole métropolitaine. La " Journée de l'Arbre Fruitier "⁽¹⁴⁾, qui se tient en 1928, impulsée par la Chambre d'Agriculture de Rabat et organisée par Bey-Rozet, ingénieur horticole, diplômé de l'Ecole nationale d'Horticulture de Versailles, premier chef du Bureau des cultures arbustives et maraîchères (créé en 1927), lance les premiers jalons d'un vaste programme de " complémentarisation " de la production agricole du Maroc et de ses colonies d'Afrique du Nord. Au cours de cette journée, agronomes, horticulteurs, colons, attachés commerciaux exposent trois arguments qui font forte impression sur les colons et les administrateurs :

(13) Emile Miège, " L'expérimentation agricole au Maroc ", *La Terre Marocaine*, n°2, juillet 1931, p.5-8.

(14) Voir Rapport de la Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, *Journée de l'Arbre fruitier*, le 15/04/1928, Casablanca, Imprimerie française, 1929.

1) Premièrement, on souligne l'existence d'orangeries appartenant à la population locale⁽¹⁵⁾ et dont les rendements sont présentés comme supérieurs à ceux des orangers californiens ; des sites ont été repérés, sur tout le littoral de l'Afrique du Nord, qui pourraient parfaitement convenir à la production d'oranges. En 1928, on compte déjà au Maroc plus de 300 ha plantés en orangers dont le rendement est de plus de 1000 fruits par arbre contre 250 en Californie.

2) Deuxièmement, le bassin méditerranéen est présenté comme le berceau de la culture des agrumes, originaires de l'Extrême-Orient, notamment de Chine, qui ont été introduits d'abord par les Arabes dans tout le bassin méditerranéen, puis au XVe siècle, par des navigateurs portugais ou génois directement de Chine. Un tel passé ne pouvait que susciter l'intérêt des Français. A l'époque, des pays méditerranéens tels que l'Italie (45 000 ha pour 17 millions de quintaux), l'Espagne (20 000 ha pour 3 millions de quintaux), la France (40.000 quintaux), ou l'Algérie (2.500 ha pour 250.000 quintaux), produisent des oranges destinées à l'exportation.

3) Troisièmement, le Maroc présente de telles similitudes avec la Californie que les agrumes ne peuvent que s'y développer d'autant qu'il présente trois avantages non négligeables : la main d'œuvre y est beaucoup moins cher et il suffit donc de produire à qualité égale ; le Maroc est beaucoup plus proche des débouchés européens ; la Californie n'a pas encore réussi à sélectionner une variété d'élite, ce à quoi pourraient travailler les ingénieurs horticoles français au Maroc.

La Direction de l'Agriculture reprend à son compte les initiatives des colons. Ceux-ci sont fascinés par les succès réalisés par l'agriculture irriguée en Californie⁽¹⁶⁾. De 1929 à 1933, plus de six missions d'étude de coloniaux influents vont étudier l'horticulture à l'Université de Berkeley en Californie. C'est grâce à Paul Guillemet, ingénieur agricole, président de la Chambre d'Agriculture, qui fit une première mission en Californie sur ses propres deniers, que l'année suivante l'administration du protectorat mandate une mission officielle en Californie. Composée de représentants des différents corps professionnels concernés : un ingénieur du Génie rural, responsable de la mise en eau, Trintignac, le directeur de la ferme expérimentale de Marrakech, Brayard, un constructeur de gros ouvrages hydrauliques (barrages),

(15) J. Le Coz rapporte dans *Le Gharb, Fellahs et colons*, 2t, Rabat, Infomar, 1964, que " la tradition de plantation de vergers d'agrumes était peu présente au Maroc. Les plantations au Maroc étaient restées l'apanage des jardins urbains et de quelques vallées montagnardes. En 1921, on dénombre 1440 pieds d'agrumes dans le Gharb. En 1928 fut installée la première plantation coloniale, 3 ha sur la rive droite de l'oued Sebou. En 1928, les plantations européennes couvrent 15 ha ", p.351.

(16) W.D. Swearingen, *Moroccan Mirages : Agrarian Dream and Deception, 1912-1980*, Princeton University Press, 1987.

ingénieur hydraulicien, Picard, alors directeur adjoint des Travaux Publics, et un agriculteur pionnier de la culture des orangers, Dyrand⁽¹⁷⁾. Le rapport de cette mission, intitulé de " Los Angeles à Rabat "⁽¹⁸⁾ met surtout en avant les similitudes entre la Californie et le Maroc, la manière dont la Californie produit et commercialise ses agrumes et la manière dont ces techniques pourraient être transférées au Maroc.

" De Los Angeles à Rabat "

Similitudes entre La Californie et le Maroc

Les auteurs commencent par une description du climat, du sol, de la production des agrumes en Californie en insistant sur les similitudes climatiques, géographiques, physiques avec le Maroc. On peut retenir la citation suivante qui donne le ton :

" la Californie par sa position en latitude, par le voisinage de l'Océan, son relief, par la diversité des climats observés du Nord au Sud, est sans doute, l'Etat de l'Amérique du Nord qui, toutes proportions gardées, fait le mieux songer au Maroc. Au Maroc abondant de Meknès ou du Gharb, au Maroc du Haouz, stérile sans secours de l'irrigation "⁽¹⁹⁾

Du point de vue du relief, eu égard à l'importance et à l'altitude des massifs montagneux le Maroc et la Californie présentent des ordres de grandeur comparables. La Sierra Nevada est comparée à l'Atlas par son aspect rude et escarpé et son rôle d'accumulateur d'eau nécessaire à l'irrigation et à la production d'électricité.

Le secret de la réussite californienne réside dans son organisation

Après cette description, les auteurs expliquent les raisons de la réussite du colon américain dans cette entreprise par le fait qu'il a su, avec l'aide de l'Etat, avant tout utiliser l'eau en organisant la distribution. En effet, aux Etats-Unis, l'administration a constitué dès le début des réserves foncières et des collèges d'expérimentation qui ont produit des modèles d'exploitation largement repris par les colons. Ces stations dotées de gros moyens financiers, ont pu se livrer à des travaux scientifiques et à des recherches approfondies sur tout ce qui intéresse les cultures, la sélection, l'adaptation des arbres, la défense contre les maladies, l'utilisation des fruits, vulgariser les résultats obtenus, réglementant le choix des espèces, le conditionnement des ventes pour unifier les types commerciaux. " *La Californie doit sa prospérité à l'agriculture dont la valeur des produits dépasse celle de l'or, de l'argent, du cuivre et du pétrole. L'agriculture n'existe que par*

(17) Ce colon crée dès son retour une orangerie modèle sur les bords du Sebou à Moghrane (Gharb). Elle a été la première orangerie coloniale au Maroc.

(18) Le Rapport *De Los Angeles à Rabat* est publié intégralement dans plusieurs numéros de *La Terre Marocaine*, n°18 (1932) à 33 (1933) et peut-être considéré comme la base de la nouvelle politique agricole au Maroc dans le début des années 1930.

(19) *Ibid.*

l'irrigation ⁽²⁰⁾. Les vergers sont irrigués par l'eau des pluies tombées sur les montagnes et accumulée dans les barrages réservoirs ou dans le sous-sol. D'un côté, c'est l'Etat qui fournit l'aide technique et financière à travers le *Reclamation Service* ; de l'autre des groupements d'intérêts privés travaillent au niveau local, sous le contrôle de l'Irrigation District. En matière de variétés des plantes, les Américains ont importé des variétés d'Europe, à partir desquelles ils ont pris soin de sélectionner des variétés de meilleures qualités et plus productives. C'est le cas de la *Washington Navel*

A propos du climat, qui joue un rôle-clé dans l'agrumiculture, les auteurs décrivent l'organisation du *Weather Bureau*. Ce service, dépendant du département de l'Agriculture, centralise les résultats des centrales de tous les états. Ainsi la Californie est divisée en quatre régions principales possédant chacune des sous-bureaux climatiques, soit au total 500 stations, rayonnant chacune sur quelques centaines de kilomètres carrés. Quotidiennement ces stations rendent compte au Bureau de Climatologie Central situé à San Francisco. Celui-ci tire des conclusions pratiques pour les communiquer à toute la région. Ainsi tous les soirs à 5h, le colon californien reçoit les prévisions météorologiques pour la journée du lendemain et peut ainsi prendre toutes les mesures utiles pour protéger ses plantations.

Au niveau de la commercialisation, le gouvernement a groupé les planteurs en associations coopératives qui ont imposé un choix limité d'espèces à cultiver, des méthodes uniformes de triage et d'emballage des fruits, créé des standards rigoureusement contrôlés dans chaque exploitation. Les producteurs ont formé des coopératives de vente pour économiser les frais d'installation pour les expéditions, à l'image de la *Grower Fruit Exchange*.

Les premiers pas de la transplantation des méthodes californiennes : en quoi a consisté le programme français

Après la mission de *Los Angeles à Rabat*, Lacarelle, pépiniériste, réussit à fédérer dans un groupe d'intérêt la Compagnie PLM, qui voyait dans la production des agrumes une opportunité pour étendre le réseau ferroviaire au Maroc, et le Groupe Vilmorin-Andrieux, déjà connu à l'époque pour la sélection et la vente de semences, et pour lequel les agrumes offraient une nouvelle possibilité d'extension de ses activités.

C'est seulement après le démarrage des premières expérimentations que le groupe Lacarelle put signer, en mars 1932, un contrat l'associant à l'Etat. Le groupe devait conduire, pendant cinq ans, avec une aide financière publique, des travaux visant à l'identification des espèces fruitières les plus aptes à être cultivées au Maroc en vue de leur commercialisation et éventuellement de leur transformation industrielle.

(20) *Ibid.*

Le Maroc est alors divisé en sept régions climatiques - Casablanca, Fès, Marrakech, Imouzer, Meknès, Berkane, Afourer - dans lesquelles, le groupe Lacarelle chargea des " *vieux marocains* " (colons pas forcément de formation agronomique !) d'installer des vergers pour tester le comportement des variétés d'agrumes importées qui avaient déjà fait leur preuve en Californie, en Espagne et en Italie⁽²¹⁾.

Les différentes questions à résoudre étaient celles du choix de la variété, de la préparation du terrain, de la distance des arbres à planter, des abris (car les agrumes craignent les vents violents), de la nature des sols, de la nature du porte-greffe. A travers l'introduction de l'arboriculture fruitière, les ingénieurs agronomes se trouvèrent face à trois problèmes : celui de la terre, celui de la plante et celui de l'eau. La Direction de l'Agriculture confie alors l'étude de la plante au Service de l'horticulture et l'étude de l'eau au Service du Génie rural.

Dans le rapport sur l'irrigation publié par la Direction de l'Agriculture⁽²²⁾, Roger Trintignac, ingénieur du Génie rural, directeur-adjoint au Service du Génie rural présente ce choix comme seule voie possible, déclarant notamment que le principal problème rencontré par les agronomes est qu'indépendamment de la valeur de la pluviométrie annuelle, l'eau n'est pas suffisamment abondante pendant la période de végétation pour permettre le développement des fruits

Il fallait donc trouver un moyen pour amener l'eau de sa source jusqu'à la racine de l'arbre dans les conditions les plus économiques possibles. Or, sauf en matière de pompages où l'extraction de l'eau se fait en général sur le lieu d'utilisation, de grandes distances séparent le barrage de dérivation du terrain irrigué : les canaux de terre franchissent ces distances et perdent, d'après la moyenne des observations relevées sur l'ensemble des canaux des Etats-Unis 50% de leur débit initial. Du reste du débit, 30 à 50 % sont encore perdus sur la terre irriguée du fait de l'évaporation, de l'infiltration et de l'inexpérience de l'usager.

Par conséquent, le protectorat fait appel aux ingénieurs agronomes (d'agronomie, horticole, du génie rural) pour répondre aux questions suivantes :

- 1) comment choisir un terrain destiné à devenir un verger soumis à l'irrigation ?
- 2) comment mesurer l'eau ?
- 3) comment transporter l'eau ?
- 4) quels sont les besoins en eau ?
- 5) quels sont les facteurs qui peuvent influencer son usage : quelles sont les méthodes employées ? Et, dans le cas d'une eau superficielle mise à disposition en quantité insuffisante, comment rechercher et capter dans le sol le complément indispensable ?

(21) F. Lacarelle, *Rapport sur l'activité de l'expérimentation fruitière et maraîchère du Maroc*, Casablanca, Imprimeries réunies, 1934.

(22) Roger Trintignac, " L'irrigation par pompage ", in *La Terre Marocaine*, n°78, mai 1934.

Pour résoudre ces problèmes, plusieurs solutions sont proposées : utiliser l'eau des réserves accumulées naturellement dans les couches aquifères du sous-sol et donc avoir recours à la petite et moyenne hydrauliques, ou bien constituer des réserves d'eau alimentées par les pluies d'hiver par la construction de barrages de retenue. La solution adoptée par l'administration fut celle de la grande hydraulique et marqua l'entrée du Maroc dans l'ère de la construction des grands barrages. Les ingénieurs du Génie rural n'avaient d'autres solutions que de s'allier aux ingénieurs hydrauliciens de la toute puissante Direction des Travaux Publics (celle-ci constituait un véritable " ministère " au sein de la Résidence Générale) afin de dériver une partie de l'eau des barrages, vouée avant tout à des fins hydroélectriques, pour l'irrigation.

Le service du Génie rural est à l'époque, en effet, un service tout juste naissant dans la Direction de l'Agriculture et des Forêts au Maroc. Il faut noter que le corps des Ingénieurs du Génie rural existait en France depuis la fin du XIXe mais que l'Ecole d'Application du Génie rural ne fut créée qu'en 1921. Par conséquent c'est dans une position mineure que les ingénieurs du Génie rural proposent leur projet, ce qui explique la faible écoute dont ils bénéficient au départ de la part de l'administration.

En 1937, les résultats de l'expérimentation du groupement Lacarelle firent l'objet d'un rapport⁽²³⁾ largement diffusé, à la suite duquel il bénéficia de nouvelles terres pour développer la culture des agrumes dans l'Ouerrha. Là, puis le long du Sebou dans le Gharb, d'autres agriculteurs plantent de vastes surfaces d'orangers. Enfin la construction du barrage d'El Kanserra (achevé en 1934)⁽²⁴⁾ permit l'installation de colons dans ce premier périmètre irrigué ; et c'est ainsi que débuta la diversification des productions coloniales engendrant un boom économique de cette agriculture à la fin des années 1930⁽²⁵⁾. A la fin du Protectorat, on note que les cultures irriguées représentent le quart de la superficie des terres européennes mais 70% de la valeur de la production.

Le projet d'exploitation des agrumes, étroitement associé à la politique de la Résidence, va pour la première fois associer les techniciens au projet de colonisation. En effet, l'échec de la politique céréalière a montré la nécessité d'encadrer les colons, de les orienter. A travers les techniciens, c'est l'intervention de l'Etat qui se manifeste. Dans ce projet d'exploitation des agrumes, les agronomes agissent en tant que prestataires de service, amenant l'eau du barrage aux colons. Dans le périmètre irrigué d'El Kansera du Beth, le rôle de l'administration s'arrête là. L'interaction entre le champ économique et social et le champ scientifique est très faible. L'administration fait appel à l'agronomie comme à un corps de conclusions établies et immédiatement applicables. Les agronomes appliquent la réforme de l'agriculture coloniale par un apport

(23) F. Lacarelle, *L'orientation de la production fruitière du Maroc*, Rabat, Imprimeries réunies, 1937.

(24) voir J. Le Coz, *op.cit.*

(25) Idem.

technologique inspiré du modèle californien. Ils restent ainsi dans le cadre de leur profession de *vecteurs de la modernité*⁽²⁶⁾.

Cette politique de " laissez-faire " dans le Gharb est en opposition avec la prise en main par l'administration d'un second périmètre irrigué inauguré en 1936, celui du Tadla. Si la région du Gharb a été dès le début à la tête du mouvement de rénovation de l'agrumiculture marocaine⁽²⁷⁾, c'est au Maroc intérieur - plaine du Haouz, plaine du Tadla - que la Résidence, pour des raisons politiques, veut étendre cette production : en effet, l'administration s'était rendu compte, au moment de l'inauguration du périmètre irrigué du Tadla en 1936, qu'elle s'était fait prendre de vitesse par les acquisitions privées qui, depuis la fin de la " pacification ", s'étaient faites en sous-main ; l'arrivée, au même moment, du gouvernement du Front Populaire transforma ce projet réservé à l'origine à la colonisation officielle en une vaste entreprise de développement économique et social.

L'Office de l'Irrigation des Beni'Amir, projet pilote de développement

Origine du projet

Dans sa thèse sur la politique agricole au Maroc depuis l'époque du Protectorat Swearingen⁽²⁸⁾ évoque plusieurs raisons qui auraient poussé l'administration coloniale à s'intéresser à l'agriculture traditionnelle. Comme il a été montré plus haut, l'autorité du Protectorat, à la fin des années 1920, agissait surtout sur les plaines du littoral atlantique, ce que l'on appelait le " Maroc utile ", l'intérieur des terres, notamment les régions du Moyen-Atlas, restant largement rebelle. De fait, les autorités françaises étaient en quête de solutions pour étendre dans ces régions les zones sous contrôle. La colonisation se présentait comme une solution. Mais pour attirer des colons susceptibles de se lancer dans des cultures spéculatives à haut rendement, il fallait leur garantir la sécurité de leur investissement et leur proposer des productions rentables. L'administration fit appel, à partir de 1928, à des ingénieurs du génie rural pour construire des puits dans le piémont du Moyen-Atlas afin de montrer les intentions honnêtes de la France et fixer ainsi les populations nomades des montagnes. L'idée était de permettre la création de zones... tampons permettant l'installation de colons.

Au même moment, l'administration lance la construction du barrage de Kasba Tadla qui devait dévier assez d'eau du fleuve d'Oum Er Rbia pour irriguer 45 000 ha de nouvelles terres de colonisation. Puis fut lancé, en 1932, la construction d'un

(26) A propos de l'ingénieur dans la société française, voir Terry Shinn, " Des Corps d'Etat au secteur industriel : genèse de la profession d'ingénieur, 1750-1920 ", in *Revue française de sociologie*, vol. XIX, n°1, janvier-mars 1978, p.39-72, André Grelon, " Les Ingénieurs du Maghreb et du Moyen-Orient : vue de l'Europe ", in *Bâtisseurs et Bureaucrates. Ingénieurs et Société au Maghreb et au Moyen-Orient, sous la dir. d'Elisabeth Longuenesse*, Lyon, Maison de l'Orient Méditerranéen, 1990, p.29-44.

(27) voir J. Le Coz, *op.cit.*

(28) W.D. Swearingen, *op.cit.*

canal de 24 km entre le barrage de Kasbah Tadla et Kasbah Zidania d'où devaient partir des canaux d'irrigation distribuant l'eau dans les terres traversées.

Commence alors une période d'intense spéculation. Des sociétés privées se bousculent pour acheter des terres. La spéculation a amené l'administration, en 1933, à stopper la colonisation officielle dans cette région pour se concentrer sur la résolution des problèmes des colons engendrés par la crise de 1929 ; ce qui stoppe du coup toute colonisation. Le plan de colonisation de la plaine des Beni'Amir était ajourné. Mais par la force des choses, ce plan d'irrigation est transformé par l'administration en un vaste programme économique et social.

En effet, la sécheresse qui a débuté en 1935 engendre, en 1936, une famine qui affecte un quart de la population marocaine, suivie d'une deuxième famine en 1937 : deux ans de très faibles pluies dans le sud du Maroc eurent pour effet de priver de ressources plusieurs centaines de milliers de Marocains, alors que le recensement de 1936 montre la rapidité de la croissance de la population provoquant un exode de la population rurale qui s'installe dans les bidonvilles aux portes des villes. De 4,686 millions en 1926, la population passa à 5,068 millions en 1931 et à 6 millions en 1936⁽²⁹⁾. Cette croissance démographique était perçue comme un danger pour la stabilité du protectorat. A quoi s'ajoute la montée en puissance d'un mouvement nationaliste⁽³⁰⁾ qui représentait une menace pour l'administration coloniale, incitant celle-ci à montrer qu'elle se préoccupait du sort de la population locale. L'irrigation est alors apparue comme une solution possible à tous ces problèmes : elle devait pallier les variations de précipitations, rendre l'agriculture coloniale plus viable, étendre la surface du Maroc " utile ", absorber le surplus de main d'œuvre rurale, fixer les indigènes à la terre et par-dessus tout nourrir la population marocaine en expansion⁽³¹⁾.

Cette volonté d'extension des terres de colonisation coïncide, en 1936, avec l'arrivée au gouvernement du Front Populaire qui prolonge cette politique interventionniste et l'assortit de la mise en œuvre d'une économie dirigée d'intérêt général aux colonies, associée à un vaste programme coopératif. Au Maroc, cela se concrétise en 1936, avec la création par le Général Noguès, nouveau Résident général, d'une Commission de l'Hydraulique⁽³²⁾ qui aboutit à la mise en place du premier périmètre irrigué pour la population locale dans la plaine des Beni'Amir au Tadla. Corentin Tallec, alors contrôleur civil de la région du Tadla, prit en charge de distribuer des lots de terrain irrigué selon des normes très précises. Dans un premier temps, 500 hectares furent distribués en 85 lots pour le clan des Chorfa locaux et

(29) Voir Daniel Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohamed V*, op. cit. p.207.

(30) Création en 1933 du Comité d'action marocain par Allal el-Fassi, Hassan el-Ouazzani, Ahmed Balafrej, Omar Ben Abd el-Jalil et Ahmed Mekouar.

(31) Voir Will D. Swearingen, " Not a drop of water to the sla " : the colonial origins of Morocco's present irrigation programme", in *The Maghreb Review*, vol.9, 1-2, 1984, p.26-38.

(32) Elle rassemblait, Normandin directeur de Travaux Publics, Picard, ingénieur hydraulicien en chef aux Travaux Publics, Lefevre, Directeur de l'Agriculture.

des Oulad Abdallah. La zone irriguée était divisée en secteurs de 630 à 1752 ha sous la responsabilité d'un moniteur français, responsable de la production. A l'intérieur de chaque secteur des lots de terrain irrigué sont distribués aux familles selon des normes précises. L'administration estima en effet qu'il fallait irriguer 3 ha pour faire vivre une famille et, le nombre de familles étant estimé à 2 500, dans la plaine de Beni-Amir, il fallait donc 7500 ha.

Le gouvernement de Vichy donnera son accord à la création d'une institution pour diriger et gérer l'exploitation des terres de ce périmètre. En décembre 1941 est créé, l'Office de l'Irrigation des Beni Amir dont le rôle était de coordonner l'action de tous les services (Agriculture, Travaux publics, horticulture, recherche agronomique, génie rural) intervenant dans le périmètre irrigué du Tadla, de disposer de fonds indispensables au démarrage d'une telle entreprise et d'en assurer la gestion d'une manière aussi autonome que possible. L'Office permit alors l'extension du réseau de canaux, faisant passer la zone irriguée de 2000ha en 1940 à 13 000 ha en 1949.

Mise en ordre de la campagne marocaine

La région du Tadla est décrite comme " *une immense plaine désertique à pente très faible et régulière, partagée en deux par un fleuve [l'Oum-er-Rbia] dans le sens Est-Ouest et qui se trouve au centre du Maroc, vouée à la famine par manque d'eau (250 mm par an de pluie), avec une maigre population (110 000 âmes) qui subsistait tant bien que mal, grâce à quelques moutons et à de très faibles récoltes, d'orge, une année sur six* " ⁽³³⁾. Elle est cependant considérée comme riche en potentialités agricoles.

En effet, selon les résultats de l'enquête sur le terrain d'ingénieurs hydrauliciens, cette plaine du moyen Atlas, est constituée par des terres parmi les plus riches du Maroc (limons plus ou moins épais dont la fertilité est indiscutable) et dont la valorisation ne dépendrait que de l'eau ⁽³⁴⁾

Sur les 90 000 ha de la rive nord de l'Oum er Rébia, l'administration estime que "35 000 ha sont des terres de très bonne qualité, pouvant convenir à des cultures intensives, 10 000 ha de terres de deuxième qualité pouvant convenir à une arboriculture fruitière extensive ; enfin 20 000 ha de troisième qualité pouvant convenir aux pâturages. Quant à la rive sud sa superficie couvre 150 000 ha environ, dont 90 000 sont constitués de terres de première qualité, et 30 000 de terres à pâturages".

Mais l'administration se trouvait face à une population dont l'agriculture n'est pas le centre d'intérêt principal. Celui qui exploite la terre et qui en vit, au Maroc, est d'abord un éleveur transhumant. Il n'est pas fixé à la terre, qui est la plupart du temps collective et donc passe d'un individu à l'autre. Les campagnes sont peuplées

(33) J. Poutauborde, " L'Office de l'Irrigation aux Beni-Amir Beni-Moussa ", in *L'Agriculture Marocaine*, n°spécial de *L'Encyclopédie Mensuelle d'Outre-Mer*, 1953, p.61.

(34) *Ibid.*

de pasteurs, qui accessoirement et non pour des besoins primordiaux, se sont mis à cultiver. Cette situation entraîne un lien à la terre qui n'a rien à voir avec le paysan français rivé à sa terre avec ces animaux d'élevage qui lui permettent de résoudre les problèmes de fumure.

Pour Julien Couleau⁽³⁵⁾, "*il n'existe pas de champs au Maroc mais une terre qui une année sur quatre porte le troupeau toute l'année : une jachère. C'est, les trois autres années, une terre qui porte le troupeau pendant plus de six mois dans l'année : une éteule, chaume après enlèvement des récoltes*"⁽³⁶⁾.

Pour les agronomes français ce système de production traditionnel est orienté vers la quantité de grain immédiatement disponible, ce qui aboutit inéluctablement à user le capital de fertilité des terres arables, usure qui se traduit par une décroissance lente mais régulière des rendements. Cette exploitation est qualifiée de "*minière*"⁽³⁷⁾. Le partage équitable du sol et une redistribution périodique des parts, tel qu'il se fait dans le cadre de la *Jma'a*, n'apporte rien à la mise en valeur des terres.

A aucun moment, les agronomes ne se posent la question de savoir comment ces pratiques sont mises en œuvre ni quelles sont les raisons qui expliquent les choix faits par les agriculteurs-pasteurs⁽³⁸⁾ dans cette mise en œuvre, et moins encore quelles sont les performances de ces pratiques et leurs effets. Pour les agronomes, l'exemple à suivre est celui de la réussite des colons installés dans le plateau du Saïs (Fès-Meknès) qui ont transformé d'immenses landes qui servaient de pâturage aux transhumants descendus des montagnes en hiver. Le but de l'action de l'Office sera, dès lors, de transformer une agriculture extensive en une agriculture intensive. Pour cela, les agronomes se basent sur "*une doctrine de mise en valeur, tenant compte du climat aride et continental, des terres assez hétérogènes, des disponibilités en eau malgré tout limitées, du milieu humain peu évolué et des moyens dérisoires dont il disposait*"⁽³⁹⁾.

Dans un premier temps, il fallait rentabiliser les ouvrages, et l'Office décida de lancer des productions agricoles facilement commercialisables sur les marchés métropolitains (coton, luzerne...), et de produire suffisamment pour satisfaire les besoins locaux des populations (céréales, maraîchage, oléiculture...).

Instituer un ordre nouveau : "Une politique dirigiste, contraignante"⁽⁴⁰⁾

A cet effet, les agronomes ont d'abord dû convaincre les populations qui habitaient cette plaine des Beni-Amir du bien-fondé du projet. C'est d'abord par la

(35) Voir la monographie de Julien Couleau, *La paysannerie marocaine*, CNRS. ed. Paris, 1968, p.208.

(36) *Ibid*.

(37) *Ibid* p.184.

(38) Par la suite, le terme de *fellah* sera utilisé, bien qu'il soit abusif, puisqu'en réalité ce terme désigne avant tout au Maroc celui qui vit de la terre mais pas celui qui la travaille. Traditionnellement, le *fellah* est avant tout celui qui possède des terres *melk* (à titre privé) et qui emploie d'autres personnes pour la travailler.

(39) J.Poutauborde, *op. cit.*, p.61.

(40) Ce jugement est celui de Pierre Herscher, inspecteur d'Agriculture, diplômé de Maison Carrée, qui a occupé le poste de Chef des Services Agricoles de l'Office entre 1953 et 1957. Correspondance du 05/02/98.

force, grâce à un encadrement sévère de techniciens et de fonctionnaires politiques, que l'administration décida " d'éduquer " ces agro-pasteurs pour les transformer en agriculteurs accomplis. Grâce à un système d'encadrement extrêmement dense -, l'Office assure la mise en œuvre du plan de campagne adopté annuellement. Le périmètre irrigué est divisé en *secteurs agricoles*, d'environ mille hectares, qui constituent ainsi la cellule de base de l'Office. Le chef de secteur, un ingénieur agronome, est la cheville ouvrière de ce dispositif et joue le rôle d'une espèce de moniteur agricole, français bien entendu, qui doit " *éduquer les fellahs sur le plan agricole* " ⁽⁴¹⁾. C'est lui qui doit faire exécuter par la population rurale incluse dans son périmètre, de manière obligatoire, les dispositions arrêtées en matière de développement agricole. Tout en leur distribuant de l'eau, en mettant à leur disposition engrais, semences et matériel, il doit veiller à ce qu'ils appliquent un assolement rationnel.

Ce chef de secteur avait une double casquette. Il était effectivement un conseiller agricole, très directif puisque le fellah ne pouvait pas remettre en cause le plan de culture mis au point à son intention. Et il était nanti d'une fonction d'autorité puisqu'il devait signaler les récalcitrants aux autorités politiques pour l'application de sanctions. Il était le trait d'union et le passage obligé entre *les fellahs* et les divers services de l'Office.

Dans ce cadre, les agronomes, grâce à l'arrivée de l'eau d'irrigation dans des canaux bétonnés sur des terrains privés remembrés, proposaient de supprimer le système traditionnel d'exploitation des terres et de lui substituer un système de production basé sur la traction mécanique et l'assolement quinquennal.

En début de chaque campagne, le chef de secteur réunissait les fellahs et répartissait entre eux les différentes cultures qui devaient être mises en œuvre dans son secteur, compte tenu d'un assolement quinquennal ou quadriennal, dont le principe était établi par les Services agricoles de l'Office. La combinaison remembrement-irrigation permit ainsi la mise en place de systèmes d'assolement type : une parcelle, hors assolement (restant sur place 4 ans), réservée à la luzerne pour la production de poudre de luzerne et l'amélioration des sols, quatre parcelles en assolement annuel (légumineuses annuelles - blé- coton-blé).

Au début de chaque campagne, un groupe mobile de motoculture comprenant plusieurs tracteurs de puissances variables, dirigé par un mécanicien français, passait dans son secteur pour y procéder aux gros travaux agricoles que ne peuvent effectuer les fellahs avec leurs faibles moyens. C'est le chef de secteur qui, à la demande des intéressés, désignait au chef du groupe de motoculture les parcelles de terrain à travailler. Ces travaux étaient exécutés et débités au compte des propriétaires qui payaient à la récolte.

(41) J. Poutauborde, *op. cit.*, p.63.

Au cours de la campagne agricole, le chef de secteur devait veiller à ce que les terres soient irriguées en temps opportun. Il devait en outre exercer une véritable police de l'eau, les vols et les négligences étant fréquents. Tout au long de l'année, il devait sans cesse parcourir son secteur, s'assurer de la bonne progression des cultures et prodiguer ses conseils aux fellahs qui attendaient de voir leurs céréales moissonnées et battues par les machines de l'Office et leurs luzernières exploitées par ses faucheuses.

Bien entendu, toutes ces fournitures de services étaient assurées à crédit. Le chef de secteur tenait une comptabilité exacte de ce qu'il fournissait à chaque fellah. Semences et engrais étaient remboursés en fin de campagne. Ainsi les taxes et redevances payées par les bénéficiaires de l'eau⁽⁴²⁾ et des services de l'Office alimentaient une bonne partie du son budget : amortissement et entretien du réseau d'irrigation (40%) ; entretien du réseau de pistes, plantations forestières (10%), distribution et surveillance des eaux ; personnel d'encadrement, main-d'œuvre affectée aux travaux effectués gratuitement (25%). Pour le reste, aux subventions de l'Etat, importantes au départ (30%) vont être substituées, à partir de 1947, les bénéfices de ses propres exploitations sur des terres achetées aux populations locales⁽⁴³⁾.

L'Aide de l'Etat quant à elle, se résume alors aux fonctionnaires détachés par la Direction de l'Agriculture et par la Direction des Travaux Publics.

" C'est ainsi que par exemple, un chef de secteur contrôlant 1 000 ha reçoit mission, dès le mois de septembre, de faire cultiver sur ces 1000 ha : 200 ha de luzerne, qui resteront en place pendant 4 ans, ainsi que 200 ha de légumineuses d'hiver (fèves ou pois), 200 ha de blé dur, 200 ha de blé tendre ou d'orge, 200 ha de coton ou d'oléagineux de printemps ; en outre, il aura à faire planter un certain nombre d'arbres fruitiers ou forestiers. Il lui appartient alors de répartir ces cultures entre les 300 exploitants de son secteur et de veiller à ce que la rotation de celles-ci se fasse bien suivant les normes prévues. En même temps, il reçoit une certaine quantité d'engrais correspondant aux besoins de ses fellahs et il devra veiller à leur mise en place. Les semences nécessaires ainsi que les plants d'arbres sont répartis par ses soins entre les fellahs. "⁽⁴⁴⁾

Puis le chef de secteur organisait, surveillait la collecte des récoltes puisque tout ce qui était produit à l'intérieur du périmètre était obligatoirement

(42) Cette redevance n'est pas uniforme, elle comporte trois classes basées sur la valeur agricole du terrain considéré : moins d'un quintal et demi de blé tendre à l'hectare pour la première classe et 1/2 quintal à l'hectare pour la troisième classe.

(43) Cette autorisation contraire au dahir de juillet 1938 qui interdisait l'acquisition de terres irriguées par des étrangers aux tribus, fut justifiée par le fait que seul l'Office possédait les moyens d'exploiter de gros domaines. A partir de 1949, l'Office commença alors à exploiter ces terres après les avoir regroupés par un système d'échanges. En 1953, l'Office possède ainsi plus de 1000 ha répartis en 4 fermes de 450 ha environ, une de 70 ha et une de 35 ha.

(44) J. Poutauborde, *op. cit.*, p.63.

commercialisé par les services correspondants de l'Office et échappait ainsi au commerce privé.

Les chefs de secteurs étaient groupés en unités plus importantes à la tête desquelles se trouvaient des inspecteurs de secteurs, lesquels étaient eux-mêmes intégrés aux services agricoles de l'Office qui à son tour rendait compte à son directeur.

La formule était donc dirigiste et très directive : il était demandé au fellah d'obéir et de travailler. Malgré l'encadrement et sa soumission à l'exécution d'un programme obligatoire, le fellah de l'office restait maître de sa terre et devait effectuer les travaux d'entretien du sol, de semailles, d'irrigation, de récolte comme tout un chacun.

En créant l'Office, l'administration désirait déclencher un choc psychologique dans la population locale et l'entraîner dans une action de "modernisation" accélérée des structures. Les agronomes ont vu le système d'exploitation traditionnel des terres marocaines comme une agriculture encore à l'état rudimentaire qui, par étapes, était susceptible de perfectionnement. En amenant l'eau d'irrigation dans des canaux bétonnés sur des terrains privés remembrés, en introduisant la traction mécanique et l'assolement quinquennal, un encadrement très rapproché de la population, ils ont institué un nouvel ordre des choses .

Jusque là, l'administration avait surtout aidé les colons à étendre les terres emblavées en distribuant des semences sélectionnées mais cette fois-ci, dans le cas du Tadla, il s'agissait d'une transformation interne du mode de production culturale.

Ce système d'assistance totale, dans une structure autoritaire très interventionniste orchestrée par les agents de l'administration du protectorat était en opposition totale avec la politique du " laissez-faire " appliquée dans la région du Gharb à la même époque. En effet, dans le Gharb l'eau était destinée avant tout aux colons et les interventions de l'administration étaient très lâches.

Conclusion

Le transfert de savoir de la Californie au Maroc concernant l'arboriculture fruitière a donc été surtout celui du transfert d'une technique d'irrigation. Peu de travaux concernant la sélection de variétés nouvelles, la défense des végétaux, la nature des sols sont entrepris avant la guerre. Les agronomes s'attachèrent surtout à chercher des lieux privilégiés pour la production de telle ou telle variétés d'agrumes ayant fait ses preuves par ailleurs et la Direction de l'Agriculture laissera au Génie rural le soin de mettre en place les canaux d'irrigation.

Dans ce cas, l'agronomie semble avoir été conçue comme un corps de conclusions établies et immédiatement applicables. Mais quand la contingence historique (sécheresse, famines, exode rural, montée du nationalisme) permet aux

ingénieurs du Génie rural de proposer aux administrateurs une solution basée sur l'irrigation, c'est une agronomie nouvelle qui se mobilise. En effet, l'introduction de l'irrigation " moderne " a institué un encadrement plus rapproché du fellah. Embrigadé dans les périmètres irrigués, celui-ci accepta la contrainte du joug colonial et par conséquent d'être écarté des prises de décisions concernant son avenir. Cette aventure hydraulique coloniale semble donc avoir préparé le rôle déterminant que les ingénieurs allaient jouer au lendemain de l'indépendance. Parés d'un prestige que leur confère la rationalité technicienne, ils vont jouer un rôle majeur dans la défense comme dans la réalisation des politiques de développement.

Ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'une contingence historique, la mise sous protectorat du Maroc par la France a permis à des techniciens, à travers le modèle californien dans la production des agrumes, de poser la question de l'eau comme la solution, pour l'amendement de la société rurale marocaine dans son ensemble, seule solution possible pour entrer dans l'ère de la modernité. Dans ce contexte les ingénieurs agronomes deviennent les acteurs principaux non seulement comme intermédiaire privilégié entre l'Etat et les acteurs sociaux, fellah et colons mais aussi à l'initiative et à la conception d'un projet de transformation de la société, qui se concrétisera au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, par le projet des Secteurs Modernes du Paysannat, repris après l'indépendance, dans les différents projets de l'Animation Rurale, de l'Opération Labour, jusqu'aux différents modèles de développement participatifs à l'ordre du jour actuellement.

Mina KLEICHE
CESHS

أصول مصطلح التنمية : عندما يصبح السقي رهان الإصلاح الزراعي. إعادة النظر في المشهد القروي لما بين الحربين.

مدينة فليس

ملخص : في بلد كالمغرب تعتبر الفلاحة المسقية إلى حد ما رمزاً للعصرية. وتفحص تاريخ هذه الفلاحة يمكن أن يساعدنا على تكوين نظرة عن نماذج التنمية الفلاحية التي توجد في مغرب اليوم.

إن موضوع هذا المقال هو معرفة كيف كان المهندسون الفلاحيون الفرنسيون مصدر إدخال هذا النمط الجديد للإنتاج في عهد الحماية. ذلك بأن بناء المنشآت المائية الضخمة والسدود استغله متخصصو الهندسة المدنية لوضع مشروع إصلاح اجتماعي في مجموع العالم القروي بالمغرب. وتعتبر بداية تنفيذ هذا المشروع بمثابة دخول الأراضي الفلاحية المغربية في صيرورة الاستغلال العقلاني والعلمي. ولربما أمكن اعتبار هذا المشروع بمثابة منطلق للسياسات التنموية لمغرب مابعد الاستقلال.

إن هذا التحليل يساعدنا على إعادة النظر من جهة في مصطلح العلم بما هو أداة أو وسيلة تستعمل لأهداف استعمارية، ومن جهة أخرى في تلك الأفكار العامة للبحث في العلوم الإنسانية والاجتماعية التي تدافع عن الرأي القائل بأن الحماية لم يكن لها أي أثر حاسم في تطور المجتمع التقليدي في المغرب.

هيسبريس تمودا

تحت إشراف
قيدوم كلية الآداب والعلوم الإنسانية
السيد سعيد بنسعيد علوي

* * *

هيئة التحرير
إبراهيم بوطالب
محمد الزرورة
رحمة بورقية
عبد الرحمان المودن
محمد كنيب
عبد الأحد السبتي
جامع بيضا

تعنى مجلة هيسبريس تمودا بدراسة مجتمع المغرب وتاريخه وثقافته وبكل ما يتصل
بمجتمعات الغرب الإسلامي بصفة عامة، وتصدر كل سنة في جزء واحد أو عدة أجزاء،
ويتضمن كل جزء مقالات أصلية ودراسات وعروض بيبليوغرافية ودراسات نقدية بالعربية
والفرنسية والاسبانية والانجليزية أو بلغات أخرى عند الاقتضاء.

وتسلم المساهمات لزوما في ثلاث نسخ مصححة بكامل العناية ومرقونة على واجهة
الصفحة فقط مع أكثر ما يمكن من التهوية بين السطور.

ويُذيل كل مقال بملخص محرر بلغة غير اللغة التي وضع بها في الأصل، ولا ترد
المقالات التي لا تنشر إلى أصحابها الذين يشعرون بذلك.

ويسلم لكل مؤلف خمسون فصلة من مقاله إضافة إلى الجزء الذي يصدر ضمنه.

* * *

HESPERIS TAMUDA

Sous le patronage
du Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Saïd BENSÂÏD ALAOUÏ

Comité de Rédaction

Brahim BOUTALEB

Mohamed EZROURA

Rahma BOURQIA

Abderrahmane EL MOUDDEN

Mohammed KENBIB

Abdelahad SEBTI

Jamaâ BAÏDA

La revue Hespéris - Tamuda est consacrée à l'étude du Maroc, de sa société, de son histoire, de sa culture et d'une manière générale aux sciences sociales de l'Occident musulman. Elle paraît annuellement en un ou plusieurs fascicules. Chaque livraison comprend des articles originaux, des communications, des études bibliographiques et des comptes-rendus en arabe, français, anglais, espagnol et éventuellement en d'autres langues.

Les textes, dûment corrigés, doivent être remis en trois exemplaires dactylographiés, en double interligne et au recto seulement. Les articles seront suivis de résumés dans une langue différente de celle dans laquelle ils sont publiés. Les textes non retenus ne sont pas retournés à leurs auteurs. Ceux-ci en seront avisés. Les auteurs reçoivent un exemplaire du volume auquel ils auront contribué et cinquante tirés à part de leur contribution. Les idées et opinions exprimées sont celles de leurs auteurs et n'engagent en rien Hespéris-Tamuda.

Le système de translittération des mots arabes utilisés dans cette revue est le suivant:

ا ,	ر r	غ gh
ب b	ز z	ف f
ت t	س s	ق q
ث th	ش sh	ك k
ج j	ص s	ل l
ح h	ض d	م m
خ kh	ط t	ن n
د d	ظ z	ه h
ذ dh	ع ,	و w
		ي y

Voyelles brèves	Voyelles longues	Diphtongues
ا a	إ ا ā	او —aw
و u	و ū	اي — ay
ي i	ي ī	

Pour toute demande d'abonnement ou d'achat, s'adresser au Service des Publications, des Echanges et de la Diffusion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, BP. 1040, Rabat.